

Le capitalisme moderne est-il durable ?

Kenneth Rogoff

(Project Syndicate, 2 décembre 2011)

On me demande souvent si la récente crise financière mondiale marque le début de la fin du capitalisme moderne. C'est une question de curieuse, car elle semble présumer qu'il existe une solution de remplacement viable en réserve. La vérité est que, pour le moment au moins, les seules alternatives sérieuses au paradigme dominant anglo-américain d'aujourd'hui sont d'autres formes de capitalisme.

Le capitalisme continental européen, qui combine généreusement les prestations de santé et les avantages sociaux avec des heures de travail raisonnables, de longues périodes de vacances, une retraite anticipée et une répartition relativement égale du revenu, semble tout avoir en sa faveur – sauf la durabilité. Le capitalisme darwinien de la Chine, avec sa féroce concurrence parmi les entreprises d'exportation, une faible protection de sécurité sociale et une intervention très étendue du gouvernement, est largement vanté comme l'héritier inévitable du capitalisme occidental, ne serait-ce que par la taille énorme du pays mais pourtant cohérente avec son taux de croissance surdimensionné. Pourtant le système économique de la Chine est en constante évolution.

En effet, les structures politiques, économiques et financières de la Chine, qui sont loin d'être claires, continueront à se transformer, et la Chine se transformera finalement en nouveau modèle du capitalisme. Dans tous les cas, la Chine est encore grevée des vulnérabilités sociales, économiques et financières habituelles d'un pays à faible revenu et en pleine croissance.

Le trait essentiel est peut-être que, dans la vaste portée de l'histoire, toutes les formes actuelles de capitalisme sont finalement transitoires. Le capitalisme moderne a connu un extraordinaire développement depuis le début de la Révolution Industrielle il y a deux siècles, en faisant sortir de la misère des milliards de gens ordinaires. Le marxisme et le socialisme autoritaire ont en comparaison un bilan désastreux. Mais alors que l'industrialisation et les progrès technologiques s'étendent vers l'Asie (et maintenant vers l'Afrique), un jour la lutte pour la subsistance ne sera plus un impératif primordial, et les nombreux défauts du capitalisme contemporain pourront peser plus lourd.

Tout d'abord, même les principales économies capitalistes ont en effet échoué à attribuer un prix à des biens publics tels que l'air et l'eau. L'échec des efforts visant à conclure un nouvel accord global sur le changement climatique est symptomatique de la paralysie.

En second lieu, avec de grandes richesses, le capitalisme a produit des niveaux

extraordinaires d'inégalité. L'écart grandissant est en partie un simple sous-produit de l'innovation et l'entrepreneuriat. Les gens ne pas plaignent pas du succès de Steve Jobs. Ses apports sont évidents. Mais ce n'est pas toujours le cas : de grandes richesses permettent aux groupes et aux individus d'acheter le pouvoir politique et les influences, ce qui contribue à générer encore plus de richesses. Seuls quelques pays – la Suède, par exemple – ont pu freiner ce cercle vicieux sans causer l'effondrement de la croissance.

Un troisième problème est la disposition et la distribution des soins médicaux, un marché qui ne parvient pas à répondre à plusieurs exigences de base nécessaires pour que le mécanisme des prix produise l'efficacité économique - en commençant par la difficulté qu'ont les consommateurs à évaluer la qualité de leur traitement.

Le problème ne fera que s'aggraver : les dépenses de santé ne manqueront pas de s'élever en proportion du revenu, quand les sociétés seront plus riches et plus vieilles, et elles pourraient dépasser 30% du PIB dans quelques décennies. Pour les soins de santé, peut-être plus que pour tout autre marché, de nombreux pays sont aux prises avec le dilemme moral touchant à la façon de maintenir des mesures incitatives pour produire et consommer efficacement, sans produire de manière inacceptable de grandes disparités dans l'accès aux soins.

Il est ironique que les sociétés capitalistes modernes s'engagent dans des campagnes publiques pour inciter les personnes à être plus attentives à leur santé, tout en favorisant un écosystème économique qui pousse de nombreux consommateurs à adopter un régime alimentaire très malsain. Selon les Centres de Contrôle et de Prévention des Maladies des Etats-Unis (CDC), 34% des Américains sont obèses. De toute évidence, la croissance économique mesurée conventionnellement – ce qui implique une plus forte consommation – ne peut pas être une fin en soi.

Quatrièmement, les systèmes capitalistes d'aujourd'hui sous-évaluent grandement le bien-être des générations futures. Pour la plus grande partie de l'ère de la Révolution Industrielle, cela n'avait pas d'importance, puisque l'aubaine continue d'avance technologique l'emportait sur les politiques à courte vue. En gros, chaque génération s'est trouvée nettement meilleure que la précédente. Mais avec la population mondiale qui déferle au-dessus de sept milliards, et présage des contraintes de ressources de plus en plus apparentes, rien ne garantit le maintien de cette trajectoire.

Bien entendu, les crises financières sont un cinquième problème, peut-être celui qui a suscité dernièrement le plus d'introspection. Dans le monde de la finance, l'innovation technologique continue n'a visiblement pas réduit les risques et pourrait bien les avoir amplifiés.

En principe, aucun des problèmes du capitalisme n'est insurmontable et les économistes ont offert une variété de solutions fondées sur le marché. Un prix

global élevé pour le carbone inciterait les entreprises et les particuliers à internaliser les coûts de leurs activités polluantes. On peut concevoir des systèmes fiscaux qui offriraient une plus grande redistribution des revenus, sans impliquer nécessairement des distorsions paralysantes, en réduisant les dépenses fiscales non transparentes et les taux marginaux faibles. Une tarification efficace des soins de santé, y compris du prix du temps d'attente, pourrait favoriser un meilleur équilibre entre égalité et efficacité. Les systèmes financiers pourraient être mieux réglementés, avec une attention plus stricte portée sur l'accumulation excessive de la dette.

Le capitalisme sera-t-il victime de son succès dans la production massive de richesses ? Pour l'instant, aussi à la mode que soit le thème de la disparition du capitalisme, la possibilité en semble éloignée. Néanmoins, au moment où la pollution, l'instabilité financière, les problèmes de santé et les inégalités continuent de croître, et que les systèmes politiques restent paralysés, l'avenir du capitalisme pourrait ne pas sembler aussi assuré pour les décennies à venir, qu'il semble l'être à présent.

Kenneth Rogoff, ancien chef économiste au FMI, est professeur d'économie et de politique publique à l'Université de Harvard.